



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

SERVICES D'ASSURANCES POUR L'ANSM (3 lots)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES CONDITIONS GENERALES DE LA GARANTIE (C.C.T.G.)

LOT N° 2

ASSURANCE DES RESPONSABILITES ET RISQUES ANNEXES

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1,
R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

STRUCTURE DU CONTRAT

Le dispositif contractuel :

- ◆ Ne devra pas faire référence à la notion d'accident
- ◆ Sera établi sur la base d'un « TOUS RISQUES SAUF »

La garantie de l'Assureur est accordée dans les conditions prévues aux articles 1 à 6 détaillés ci-après :

ARTICLE 1

RESPONSABILITE GENERALE

ARTICLE 2

RESPONSABILITES SPECIFIQUES

ARTICLE 3

EXCLUSIONS

ARTICLE 4

MONTANT ET VALIDITE DES GARANTIES

ARTICLE 5

ETENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES

ARTICLE 6

GARANTIE GENERALE « DEFENSE ET RECOURS »

ARTICLE 1

RESPONSABILITE GENERALE

1.1 GARANTIES DE BASE

Sont assurées, dans les limites des montants indiqués au C.C.T.P., les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir pour des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui, en raison de son existence, des activités qui sont les siennes et de ses attributions.

Ainsi, la garantie porte sur les dommages causés aux tiers du fait notamment :

- Des personnes qui le représentent ou qui sont placées sous son autorité, telles que :
 - **Les directeurs, les présidents**
 - **Les agents, préposés, salariés ou non,**
 - **Les requis civils, sauveteurs et collaborateurs bénévoles,**
 - **Et plus généralement toute personne participant aux activités de l'entité**
- Des biens immobiliers et mobiliers, ouvrages divers, animaux, lui appartenant ou placés sous sa garde, y compris les locaux occasionnels d'activités,
- Des installations de collecte et traitement des eaux ou d'ordures ménagères et déchets, de distribution d'eau, d'électricité ou de gaz,
- Du domaine public ou privé y compris les décharges pour les ordures ménagères et déchets,
- Du fonctionnement, du non-fonctionnement ou du mauvais fonctionnement des services y compris d'incendie ou de secours,
- De l'organisation de manifestations, cérémonies et fêtes,
- Des véhicules terrestres à moteur réquisitionnés ou mis en fourrière, étant précisé que :

Pour l'application de cette garantie, l'on entend par Assuré, non seulement l'entité souscriptrice, mais également toute personne ayant la conduite ou la garde des véhicules.

Cette garantie est réputée conforme aux dispositions du Code en matière d'assurance obligatoire des véhicules terrestres à moteur. Sont également garantis les dommages subis par ces véhicules pour autant que la responsabilité de l'entité soit engagée.

1.2 EXTENSIONS DE GARANTIES

La garantie est étendue aux risques suivants :

1.2.1 Dommmages subis par les personnels de l'Etat :

Cette garantie porte sur les recours que l'Etat pourrait exercer en vertu de l'ordonnance 59-76 du 7 Janvier 1959 et des dispositions résultant des décrets, circulaires, textes explicatifs divers intervenus après l'ordonnance précitée en raison des dommages subis par les fonctionnaires de l'Etat prêtant leur concours pour l'exécution d'un service de police sur le territoire de l'entité.

1.2.2 Faute inexcusable – faute de service et faute intentionnelle :

La couverture est accordée pour :

- Le paiement des cotisations supplémentaires et l'indemnisation complémentaire de la victime, prévus par les articles L 452-1 et suivants du Code de la Sécurité Sociale.

Cette extension concerne les accidents du travail, accidents de service et maladies professionnelles dont pourraient être victimes les préposés à la suite de la faute inexcusable d'une personne ayant ou non la qualité de représentant légal de l'entité.

Par ailleurs, la défense des représentants légaux et des personnes qu'ils se sont substitués est assumée pour des actions menées contre eux en vue d'établir leur faute inexcusable. Cette garantie vaut également pour les poursuites intentées devant les juridictions répressives pour homicide ou blessures involontaires sur la personne d'un préposé à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.

- Les recours intentés contre l'entité prise en tant que commettant civilement responsable d'un préjudice subi par un préposé dans l'exercice de ses fonctions et causé par la faute intentionnelle d'un autre préposé.

1.2.3 Maladies professionnelles non classées :

Cette garantie porte sur les conséquences pécuniaires des recours exercés contre l'entité par les salariés ou ayants droit, à la suite de maladies ou affections contractées pendant le service et ne figurant pas aux tableaux officiels des maladies professionnelles ouvrant droit à indemnisation par la Sécurité Sociale.

Toutefois, cette garantie ne porte pas sur les conséquences de sinistres causés par une violation délibérée par l'entité des textes en vigueur en matière de législation.

1.2.4 Essais professionnels – Stages :

Cette garantie concerne la responsabilité que l'entité pourrait encourir du fait des dommages corporels dont pourraient être victimes :

- Les personnes effectuant, sous son contrôle ou pour son compte, un essai professionnel rémunéré ou non. Cette garantie ne s'exerce que pour autant que la législation sur les accidents du travail ne soit pas, en la circonstance, applicable,

- Les stagiaires rémunérés ou non qui effectuent des séjours dans ses différents services.

ARTICLE 2

RESPONSABILITES SPECIFIQUES

Cette garantie concerne les différentes responsabilités définies ci-après :

A L'EGARD DES REQUIS CIVILS, SAUVETEURS ET COLLABORATEURS BENEVOLES

Soit les responsabilités relatives aux dommages subis :

- Par les civils requis par l'entité, les sauveteurs et les collaborateurs bénévoles lui prêtant leur concours,
- Par les contribuables s'acquittant du paiement de leurs impôts par des prestations en nature.

ARTICLE 3

EXCLUSIONS

3.1 LES DOMMAGES DE TOUTE NATURE

- Intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré,
- Résultant de la guerre étrangère, (il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre événement),
- Résultant de la guerre civile (il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement),
- Causés par les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes, sauf s'ils résultent d'une mauvaise organisation des services de secours, d'un défaut de prévention ou du fait de la présence ou d'une absence de fonctionnement d'un ouvrage public,
- Occasionnés par les attroupements et rassemblements ainsi que les émeutes et mouvements populaires.

3.2 LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES

- Par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,
- Par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- Par toute source de rayonnements ionisants de quelque nature que ce soit, utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'Assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, l'usage ou la garde,
Cette exclusion ne s'applique pas aux responsabilités incombant à l'entité du fait de l'utilisation de matériels radiographiques à rayonnement ionisant, à usage médical ou vétérinaire.
- Par l'amiante.
- Par les champs et ondes électromagnétiques.

3.3 LA RESPONSABILITE ENCOURUE PAR L'ASSURE

- Sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil à propos de travaux de bâtiment (loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978, et décrets, circulaires, textes et textes explicatifs intervenus ultérieurement),
- En vertu de l'article 16 de la loi du 3 Janvier 1977 sur l'architecture.

3.4 LES DOMMAGES CAUSES PAR

- Les véhicules terrestres à moteur, leurs remorques et semi-remorques soumis à l'obligation d'assurance qu'ils soient en ou hors circulation, ou utilisés comme engins de chantier ou outil.

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux véhicules réquisitionnés ou mis en fourrière.

Elle ne s'applique pas non plus aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à l'entité en sa seule qualité de commettant, en raison d'accidents causés à autrui par un véhicule terrestre à moteur dont elle n'est ni propriétaire, ni locataire, ni gardien et que ses préposés utilisent sur le trajet domicile-lieu de travail tel qu'il est défini à l'article L.411-2 du Code de la Sécurité Sociale ou pour les besoins du service.

Restent cependant toujours exclus de la garantie :

- Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés salariés ou non de l'entité,
 - Les dommages subis par leurs véhicules.
- Tous engins ou véhicules aériens, maritimes, fluviaux et lacustres dont un Assuré à la propriété, la conduite ou la garde,
Cette exclusion ne vise pas les dommages dus aux embarcations à rames ou, lorsqu'elles sont d'une longueur inférieure à 5 mètres, à voile ou à moteur d'une puissance réelle inférieure à 30 CV., ni les dommages causés par les drones civils d'un poids inférieur ou égal à 25 kg utilisés par les besoins de l'Assuré, ni les engins, véhicules, autres non soumis à obligation d'assurance.
 - Les installations ferroviaires, les chemins de fer, les tramways et engins similaires, les chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins de remontée mécanique utilisant des câbles porteurs ou tracteurs dont l'Assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la conduite ou la garde.

3.5 LES DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS OU ANIMAUX

Dont l'Assuré est propriétaire, locataire, dépositaire, gardien ou qui lui sont confiés à quelque titre que ce soit. Il est entendu que cette exclusion ne concerne que les dommages subis par les biens ou animaux et que la garantie reste acquise pour tout dommages causés du fait de ces biens ou animaux.

3.6 LES DOMMAGES CAUSES AU COURS

D'épreuves, courses, compétitions ou exhibitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des autorités préfectorales, à l'exception des courses cyclistes ou pédestres.

Cette exclusion ne s'applique pas lorsque l'entité participe à ces manifestations en qualité d'organisatrice secondaire. Les courses automobiles sont strictement exclues.

3.7 LES DOMMAGES SURVENUS

Du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires, ainsi que du fait de la propriété, la gestion ou l'exploitation d'aérodrome.

3.8 LES DOMMAGES RESULTANT D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Acceptées par l'Assuré et excédant celles auxquelles il serait tenu en vertu des textes légaux et réglementaires.

3.9 LES DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS CAUSES

Par un incendie, une explosion ou résultant de l'action directe ou indirecte des eaux ayant pris naissance dans un local appartenant à l'entité ou occupé par elle ou par toute personne dont elle est civilement responsable.

Toutefois, ces dommages relèvent de la garantie du présent contrat pour les locaux occasionnels d'activités.

3.10 LES DOMMAGES RESULTANT

De façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites ou mises en œuvre par l'Assuré, d'un vice apparent d'un bien ou d'un produit connu de l'Assuré.

3.11 LES REDEVANCES MISES A LA CHARGE DE L'ASSURE

Par la réglementation en vigueur en matière de pollution et autres atteintes à l'environnement.

3.12 LES AMENDES

De toute nature et les frais y afférents.

3.13 LES DOMMAGES RESULTANT

- Directement de l'emploi d'explosifs proprement dits, à l'exception de ceux utilisés en agriculture et à l'exception des explosifs et articles pyrotechniques utilisés par l'assuré, en particulier dans le cadre des tirs effectués par l'assuré ou ses représentants (agents, salariés, élus, bénévoles, ...) à l'occasion de feux d'artifices ou autres spectacles dont il est organisateur ou co-organisateur. Il est entendu que demeurent exclues les conséquences d'une mise en œuvre intentionnelle de ces explosifs par toutes personnes non titulaires des agréments ou qualifications requis par la réglementation en vigueur.
- De toutes réclamations se rapportant à une maladie ou à une atteinte physique ayant pour origine l'influence de l'amiante sur le corps humain ou l'environnement,
- De l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (O.G.M.).

3.14 LES DOMMAGES CONSECUTIFS

A la transgression volontaire des règles d'aménagement et d'urbanisme, telles qu'elles sont définies notamment par :

- Les principes généraux fixés par les articles L121-8 et L.121-10 (modifiés par la Loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018) du Code de l'Urbanisme,
- Les lois d'aménagement et d'urbanisme, prévues aux articles L.131-1 à L.131-7 et les prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire, prises en application desdites lois,

- Les projets d'intérêt général visé aux articles L.102-1 à L.102-3,
- Les servitudes d'utilité publique mentionnées aux articles R.151-51, R.161-8, R.153-18 et R.163-8,
- Les schémas directeurs, les schémas de secteurs et SCOT, les plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme approuvés.

3.15 LES DOMMAGES CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR

- La pollution ou la contamination du sol, des eaux ou de l'atmosphère, lorsque cette garantie n'est pas mentionnée au tableau des garanties et/ou au CCTP :
- Le bruit, les odeurs, la température, l'humidité,
- Les champs et ondes électromagnétiques
- Les dommages corporels, matériels, immatériels, le préjudice écologique, et les dommages environnementaux causés par toute substance perfluoroalkylée (PFAS) ou polyfluoroalkylée (PFAS) ou par tout matériau, substance ou produit contenant des "PFAS", ainsi que tous frais tels que prévus au contrat et toute amende civile, pénale ou administrative en résultant,
- Au sens de la présente exclusion, substance perfluoroalkylée ou polyfluoroalkylée (PFAS) désigne toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluore (cf3-) ou un atome de carbone méthylène complètement fluore (-cf2-), sans aucun atome d'hydrogène (h), de chlore (ci), de brome (br) ou d'iode (i) qui lui soit lié.

Ces exclusions s'entendent uniquement lorsque les conséquences dommageables de ces événements ne sont pas la conséquence d'un événement soudain, non voulu et non prévisible par l'Assuré.

3.16 RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE

- Exclusion de la responsabilité civile professionnelle

ARTICLE 4

MONTANT ET VALIDITE DES GARANTIES

4.1 MONTANT DES GARANTIES

Pour l'ensemble des risques définis aux articles 1 et 2 ci-dessus, la garantie s'exerce, à concurrence des montants de garanties et franchises indiqués au C.C.T.P.

4.2 VALIDITE DES GARANTIES

Conformément aux dispositions formulées à l'article L 124-5 - alinéa 4 du Code des Assurances issu de la loi du 1^{er} août 2003 :

"La garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu par l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration

que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie."

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans.

ARTICLE 5

ETENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES

Les garanties sont acquises à l'Assuré dans le monde entier.

ARTICLE 6

GARANTIE GENERALE « DEFENSE ET RECOURS »

L'Assureur s'engage à exercer à ses frais toutes interventions amiables ou actions judiciaires en vue :

- **De pourvoir à la défense de l'entité**, devant les tribunaux administratifs, civils ou répressifs, s'il est poursuivi pour des faits dont les conséquences pécuniaires sont couvertes au titre des articles 1 et 2,
- **De pourvoir à la défense de l'entité** dans le cas où le représentant de l'Etat dans le département déférerait au tribunal administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention, en application de l'article L.2131.6 du Code général des collectivités territoriales (déférés administratifs) et des décrets, circulaires, textes et textes explicatifs intervenus ultérieurement,
- **D'obtenir la réparation des dommages subis par l'entité** et résultant d'un fait qui aurait été garanti au titre des articles 1 et 2 si son auteur avait eu la qualité d'Assuré.

En tout état de cause, l'Assureur ne peut être tenu à engager une action judiciaire que pour autant que le préjudice subi par l'entité soit supérieur à **800 Euros**.

DEFINITIONS

Pour l'application des présentes garanties, on entend par :

- **ENTITE SOUSCRIPTRICE :**

La personne morale désignée au C.C.A.P. qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

- **ASSURE :**

L'entité et/ou toute autre personne désignée aux Conditions Générales, au C.C.T.P. et au C.C.A.P.

- **ASSUREUR :**

L'Assureur auprès duquel a été souscrit le contrat.

- **AUTRUI OU TIERS :**

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'Assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

Pour les dommages matériels accidentels survenus dans l'exercice de leurs fonctions les préposés et salariés de l'Assuré conservent la qualité de tiers entre eux. Ils conservent également leur qualité de tiers dans leurs rapports avec l'entité.

- **DOMMAGES CORPORELS :**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

- **DOMMAGES MATERIELS :**

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

- **DOMMAGES IMMATERIELS :**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

- **FAIT GENERATEUR :**

L'acte, l'action, l'inaction de l'Assuré, le fonctionnement, le non-fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'Assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

- **LOCAUX OCCASIONNELS D'ACTIVITES :**

Les locaux mis à la disposition de l'Assuré, à titre onéreux ou gratuit, pour toute occupation temporaire occasionnelle ou récurrente, ou toute occupation permanente n'excédant pas 30 jours consécutifs.

- **CODE :**

Le Code des Assurances.

- **SINISTRE :**

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement dans le règlement d'un sinistre.

- **FRANCHISE :**

La part du préjudice restant à la charge de l'Assuré.

- **INDICE :**

L'indice du prix de la construction publié par la Fédération Française du Bâtiment et des activités annexes (FFB), ou à défaut par l'organisme qui lui serait substitué.

- **X FOIS L'INDICE :**

X fois la valeur en euros du dernier indice FFB publié au jour du sinistre.

- **ANNEE D'ASSURANCE :**

La période comprise entre la date d'effet du contrat et celle de la première échéance annuelle, puis la période comprise en deux échéances annuelles consécutives.

- **OBJETS CONFIES :**

Biens meubles appartenant à des tiers, confiés à l'Assuré, pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature.